



AFRIQUE ATLANTIQUE Colloque international MARPORT 3^{ème} édition

TIC dans les transports et les échanges ouest-africains

Dates : 7 au 9 novembre 2018

Lieu : Cotonou (Bénin)

Les technologies de l'information et de la communication participent à la révolution numérique qui bouleverse les relations humaines, les échanges commerciaux, les rapports politiques. Elles sont reçues, perçues et pratiquées comme un réducteur de distances, un accélérateur d'échanges, un facilitateur de mise en relation. Elles contribuent à modifier les configurations territoriales et les relations entre les personnes qui y vivent (Bakis, 2016 ; Lucchini et Elissalde, 2016 ; Pick et *al.*, 2015 ; Ben Saad-Dusseaut, 2015). Leurs applications sont multiples. Elles constituent un véritable outil de déploiement des réseaux marchands mondialisés en quête de fluidité, de célérité, d'efficacité et d'expansion spatiale (Deprez, 2016 ; Vidal, 2015 ; Chaix et Torre, 2015 ; Hermelin et Rusten, 2015). En ce sens, elles sont un outil majeur de la logistique.

Contrairement aux préjugés longtemps véhiculés, la révolution numérique est bien en marche en Afrique au sud du Sahara (Chéneau-Loquay, 2004, 2010, 2012 ; Sagna, 2008 ; Lesourd, 2014 ; Steck, 2013). L'Afrique, terre d'oralité, s'intègre aisément dans cette réalité planétaire grâce à la téléphonie mobile qui rend à la parole une place majeure qu'ailleurs l'écrit lui avait fait perdre en partie (Anate et *al.*, 2015 ; de Bruijn, Nyamnjoh & Brinkman (ed.), 2009 ; Kiyindou et Damome, 2016 ; Larmarange et *al.*, 2016 ; Mus et Steck, 2012). Les populations urbaines (Berlangerio, Calabrese, Di Lorenzo, Nair, Pinelli & Sbodio, 2013) mais également rurales ont désormais de plus en plus accès à des smartphones et, bien qu'à un moindre degré de pénétration, à l'internet, et ce à des coûts accessibles à un nombre croissant d'utilisateurs. Le développement du e-commerce en Afrique s'affirme à son tour.

Le numérique est donc perçu comme un instrument de développement, de fluidité logistique et d'aménagement des territoires (Oladipo et *al.*, 2016 ; World Bank, 2016 ; Mareï et *al.*, 2016). Les acteurs économiques s'en sont saisis, y compris les paysans, afin de mieux ajuster leurs actions aux fluctuations de la conjoncture marchande et financière. C'est également un facteur de risques. La déstructuration des modes d'organisation sociale que favorise l'individualisation de la communication, en dehors des procédures traditionnelles, l'essor de la cybercriminalité qui y trouve un outil de performance inconnue jusqu'alors, la circulation d'informations erronées sur les réseaux sociaux multiplient les difficultés et rendent délicate toute mission de contrôle par les pouvoirs publics (Tano-Bian, 2015 ; Touré, 2014).





Cette troisième édition du colloque international MARPORT ambitionne au sein du réseau « Afrique atlantique » de poser les questions liées à la diffusion généralisée de l'économie digitale dans le secteur de la logistique. Le titre de cet appel « **TIC dans les transports et échanges ouest-africains** » ouvre volontairement à des travaux très divers, selon cinq principales entrées.

- 1. TIC et modernisation des ports ouest-africains.** Cet axe de réflexion appelle, en particulier, des propositions sur la contribution des TIC au suivi de la navigation maritime, avec les signaux émis par les navires qui permettent de retracer les routes maritimes vers les ports (AIS), ce qui est aussi un instrument des politiques de sécurité maritime. Est aussi en question l'introduction du numérique dans les procédures de manutention à quai et de déclaration douanière. Sont ainsi attendues des contributions portant sur les procédures de dématérialisation et de facilitation des échanges dans les communautés portuaires : la gouvernance portuaire à l'ère du numérique, la digitalisation des relations marchandes, les innovations dans les métiers maritimes et portuaires, pointant les atouts et les limites, les risques et les perspectives.
- 2. TIC et mobilités urbaines dans les villes portuaires.** Les villes portuaires sont connues pour l'intensité des mobilités endogènes et exogènes, dans un cadre de très forte densité humaine. Il s'en suit des problèmes de congestion, de pollution, de nuisance qui appellent des politiques d'aménagement intégrant la gestion environnementale. Sont attendus des travaux originaux sur les impacts du numérique sur l'organisation des espaces urbains confrontés aux problèmes de mobilité, concernant tout spécialement les problèmes de transport collectif. Par-delà, il peut être aussi question d'apprécier en quoi le numérique contribue au rayonnement socio-économique et spatial des villes portuaires. Cet axe soulève également la question des conflits entre acteurs de divers ordres dans le cadre des enjeux locaux de pouvoir concernant, entre autres, les problèmes fonciers.
- 3. TIC dans l'économie des corridors africains.** Les corridors sont des outils majeurs de l'économie de la circulation. Ils sont déterminants dans la connexion productive du port avec son arrière-pays. Les corridors, tout comme les villes qu'ils relient entre elles, sont désormais connectés grâce aux réseaux des opérateurs de téléphonie mobile. Des contributions sont attendues concernant la dématérialisation des procédures d'écoulement des flux sur les corridors, les outils mis en œuvre pour la facilitation des échanges, les retombées socio-économiques du passage des flux dans l'arrière-pays portuaire, les moyens mobilisés pour réduire les dysfonctionnements... Des contributions sont aussi attendues sur les effets d'entraînement de cette diffusion des TIC sur les pratiques des acteurs économiques de tout niveau : transfert d'argent, vente de recharge, information sur les éventuelles difficultés de la circulation... Il en va, entre autres, des petits métiers liés aux réseaux GSM et tout spécialement dans le domaine des transports de proximité.





- 4. TIC, tourisme et développement durable.** Cet appel à communications concerne également la prise en compte de nouvelles activités sur les littoraux qui peuvent entrer en friction avec les développements portuaires mais qui renvoient aussi à la mise en place des corridors de circulation. Entre autres, des propositions de contribution sont attendues sur l'e-tourisme en milieu littoral et l'organisation des circuits touristiques à l'ère du numérique. Sont attendus aussi des travaux sur le rôle des TIC dans la préservation de l'environnement qui va de pair avec la volonté de développer le tourisme mais qui, bien sûr, va très au-delà, au regard des grands défis liés aux changements climatiques et aux actions humaines d'aménagement des littoraux. La mobilisation des SIG et de la télédétection y trouve toute sa légitimité, comme autre forme des technologies modernes.
- 5. Sécurité numérique.** La révolution numérique s'accompagne d'externalités négatives dont la cybercriminalité qui impacte toute la chaîne logistique et particulièrement les ports, cibles des réseaux criminels. Le Nigeria, par exemple, est reconnu pour ses denses et très actifs réseaux de cybercriminels. La cybercriminalité est reconnue comme une véritable menace à la paix et à la sécurité dans les pays ouest-africains. Elle touche majoritairement les jeunes diplômés sans emploi, ni perspective d'insertion professionnelle. Sont attendues des contributions sur les cadres réglementaires de lutte contre la cybercriminalité, les armes de sécurité et de défense, les risques et vulnérabilités inhérentes à tout acte de mobilité, la sécurité des données collectées en application du code ISPS, tous éléments qui concernent la logistique et les transports.

Quelques références

- Anate K., Capo-Chichi A., Kiyindou A. (eds), 2015, *Quand l'Afrique réinvente la téléphonie mobile*. Paris, L'Harmattan, 266 p.
- Bakis H., 2016, « Pour l'aménagement d'espaces sans brouillard électromagnétique », in Paché G., El Khayat M. (eds.), *Invitation aux flux : entre transport et espace*, Coll. Travail et Gouvernance, Presses Universitaire de Provence, p. 143-150.
- Ben Saad-Dusseaut F., 2015, « La Tunisie aux urnes : le rôle des réseaux sociaux dans la transformation post-dictature » *Communication & Organisation*, vol. 1, n°47, p. 254-270.
- Berlingerio, M., Calabrese, F., Di Lorenzo, G., Nair, R., Pinelli, F. & Sbodio, M. L., 2013, "AllAboard: a system for exploring urban mobility and optimizing public transport using cellphone data", In *Machine Learning and Knowledge Discovery in Databases* Springer, p. 663-666
- Bruijn M. (de), Nyamnjoh F. & Brinkman I. (ed.), 2009, *Mobil Phones: The new talking drums of everyday Africa*, Bamenda: Langaa et Leiden: African studies centre, 173 p.
- Chaix L., Torre D., 2015, « Le double rôle du paiement mobile dans les pays en développement », *Revue économique*, vol. 66, n°4, p.703-727.
- Chéneau-Loquay A., 2012, « La téléphonie mobile dans les villes africaines. Une adaptation réussie au contexte local », *L'Espace géographique* 2012/1 (Tome 41), p. 82-93





- Chéneau-Loquay A., 2010, « L'Afrique au seuil de la révolution des télécommunications. Les grandes tendances de la diffusion des TIC », *Afrique contemporaine* 2010/2 (n° 234), p. 93-112.
- Chéneau-Loquay A., 2004, « Formes et dynamiques de l'accès public à Internet en Afrique de l'Ouest : vers une mondialisation paradoxale », *Mondialisation et technologies de la communication en Afrique*, Paris, Karthala, p. 171-207.
- Deprez S. (ed.), 2016, « Commerce connecté et territoires », *Netcom* vol. 30 ; n° 1-2.
- Hermelin B., Rusten G., 2015, "Geography of Service Economy", in Wright J.D. (ed.), *International Encyclopedia of the Social & Behavioral Sciences*, (second edition), Oxford Elsevier, p. 648-653.
- Kiyindou A., Damome E. (eds), 2016, *Terminaux et environnements numériques mobiles dans l'espace francophone*. Paris, L'Harmattan, 246 p.
- Larmarange J., Kassoum O., Kakou E., Fradier Y., Sika L., Danel C. (2016). « Faisabilité et représentativité d'une enquête téléphonique avec échantillonnage aléatoire de lignes mobiles en Côte d'Ivoire », *Population*, vol. 71, n°1, p. 121-134.
- Lesourd M. 2014, « Développement des TIC et activités citoyennes dans la ville africaine. L'exemple du Cap-Vert », Atelier « TIC et gouvernement des villes : quelles articulations chercheurs, experts et acteurs associatifs ? » Cinquième Atelier de dialogue interdisciplinaire « Recherche-Action-Expertise : Regards croisés Nord-Sud, LISST-Cieu, MSHT-Université Toulouse 2 Le Mirail, 17 mai 2013. Actes dans *Cahiers de la Recherche-Action-Expertise*, N°6 décembre 2014, LISST-Cieu, MSHT-Université Toulouse 2 Le Mirail.
- Lucchini F., Elissalde B., 2016, « Pour une réflexion sur les usages des données numériques en géographie : avant-propos », in Elissalde B. et Lucchini F. (Eds), « Réseaux sociaux et territoires », *Netcom*, vol. 30, n° 3-4, p.175-180.
- Mareš N., Aguiléra A., Belton-Chevallier L., Blanquart C. Seidel S., 2016, « Pratiques et lieux du e-commerce alimentaire : nouvelles logistiques, nouvelles mobilités ? », *Netcom*, vol. 30, n°1-2, p. 119-138.
- Mus M. et Steck B., 2012, « L'Afrique, terre d'oralité : Eldorado pour le téléphone mobile ? », *Mappemonde*, n°104
- Oladipo O., Murphy A. et al., 2016, "Information and communication technology, and economic growth in Nigeria: a time series analysis", *International Journal of Technology, Policy and Management*, vol. 16, n°2, p. 149-162.
- Pick J.B., Sarkar A., Johnson J., 2015, "United States digital divide: State level analysis of spatial clustering and multivariate determinants of ICT utilization", *Socio-Economic Planning Sciences*, vol. 49, p. 16-32.
- Steck B., 2013, « TIC et construction des identités territoriales des populations immigrées, le cas du Havre », in *L'Homme@distance innovation et développement regards croisés* (Jean-Claude BERTIN et Emmanuelle ANNOOT, dir.), Editions du CNRS, Paris, 182 p., p.71-92
- Tano-Bian A. J-A., 2015, *La répression de la cybercriminalité dans les Etats de l'Union Européenne et de l'Afrique de l'Ouest*. Thèse de doctorat de droit public, université Paris- Sorbonne.
- Touré A. P., 2014, *Le traitement de la cybercriminalité devant le juge*, thèse de doctorat en droit, publiée aux éditions L'Harmattan.
- Vidal Ph. (ed.), 2015, « Tracer sa route à l'heure du numérique », *Netcom*, vol. 29, n°1-2.
- World Bank, 2016, *World Development Report 2016: Digital Dividends*. Washington DC, World Bank, 359 p.





Comité scientifique :

Alix AFOUDA, université de Parakou ; Léon Bani BIO BIGOU, université d'Abomey-Calavi ; Céline BIKPO, université Félix Houphouët-Boigny, Abidjan ; Athanase BOPDA, université du Havre ; Annie CHENEAU-LOQUAY, CNRS Bordeaux ; Armelle CHOPLIN, IRD Cotonou ; Samuel DEPREZ, université du Havre ; Abdou Salam FALL, université Cheikh Anta Diop Dakar ; Eric FOULQUIER, université de Bretagne Occidentale ; Christophe S. HOUSSOU, université d'Abomey-Calavi ; Aboubakar KISSIRA, université de Parakou ; Bruno LECOQUIERRE, université du Havre ; Michel LESOURD, université de Rouen ; Sabine LIMBOURG, HEC-université de Liège ; Didier PLAT, ENTPE-Lyon ; Benjamin STECK, université du Havre ; Mesmin TCHINDJANG, université de Yaoundé 1 ; Mame Demba THIAM, université Cheikh Anta Diop Dakar et IFAN ; Antoine TOHOZIN, université d'Abomey-Calavi ; Philippe VIDAL, université du Havre ; Toussaint VIGNINO, université d'Abomey-Calavi ; Expédit W. VISSIN, université d'Abomey-Calavi ; Messan VIMENYO, université de Lomé ; Ibouaïma F. YABI, université d'Abomey-Calavi.

Comité d'organisation :

Messan LIHOUSSOU, Benjamin ALLAGBE, David BALOUBI, Alfred AICHEOU, Edouard AKPINFA, Gabriel SOUNOUVOU, Clément J. GODONOU.

Participation

Les propositions de communications doivent suivre les critères suivants :

- le titre, en français et en anglais, avec indication du nom(s) d'auteur (s) et affiliation ;
- un résumé étendu en français ou anglais de 200 à 300 mots avec des mots-clés ;
- le résumé doit insister sur l'approche scientifique de la recherche, la méthodologie adoptée, les outils utilisés et les résultats obtenus ou attendus ;
- le résumé est à envoyer à l'adresse marport2016@yahoo.fr au plus tard le **30 avril 2018** ;
- la notification des acceptations se fera au plus tard le **22 juin 2018** ;
- le colloque est prévu pour se tenir du **7 au 9 novembre 2018 à Cotonou** ;
- les frais de participation sont fixés à 100 000 F CFA (150 euros) pour les enseignants/chercheurs et à 50 000 F CFA (80 euros) pour les doctorants et étudiants.

